Comment les néolibéraux veulent profiter de la crise sanitaire

Jean Castillo, Attac, 7 mai 2020

france.attac.org/se-mobiliser/que-faire-face-au-coronavirus/article/comment-les-neoliberaux-veulent-profiter-de-la-crise-sanitaire

Cette note a pour objectif de rendre compte de l'état des idées et des débats dans certains partis, think tanks et institutions favorables au libéralisme économique. Si leurs positions sont déjà bien connues, il est toujours pertinent d'en connaître les formulations ainsi que de repérer les espaces – changeants – dans lesquelles celles-ci sont exprimées, pour pouvoir mieux combattre leurs arguments.

En effet, alors que sous l'effet de la crise, il semble que ce type de positions soit plus difficile à tenir et à argumenter, en réalité de nombreuses analyses de gauche soulignent avec pessimisme à quel point il ne sera pas évident de pousser en faveur d'un changement systémique, que ce soit sur les questions productivistes, sociales ou écologiques [1]. Ce ne sera pas évident car ces courants restent solidement ancrés dans les champs politiques et économiques dans lesquels ils disposent de relais pérennes, au plus haut niveau du pouvoir.

Si les quelques éléments d'analyse qui suivent sont très partiels, ils sont néanmoins relativement représentatifs des courants libéraux dans les pays riches du Nord. Ils sont en effet tirés de lectures de communiqués et articles d'analyse d'organisations ou de think tanks influents en France, Angleterre et aux États-Unis, ainsi que de posts de blogs ou d'entretiens donnés à la presse d'économistes reconnus et parfois même très suivis. Surtout, ils permettent de situer un certain nombre d'organisations libérales actives dans l'orientation du débat public. Il faut noter d'emblée que ces mouvements et courants sont très divers, parfois antagoniques, ce qui n'empêche pas des convergences sur l'essentiel : laisser le marché reprendre le pouvoir.

Analyses de la crise et de sa gestion étatique

L'enjeu de l'analyse de la crise est majeur. En effet, il est nécessaire de mener une bataille politique sur le type de causes qui ont conduit à la crise et sur les déficiences de sa gestion par les gouvernements. Il est important de rester vigilant vis-à-vis d'analyses qui semblent aujourd'hui minoritaires dans l'espace médiatique, mais demeurent influentes car solidement implantées au plus haut niveau des champs politiques et économiques.

Dans la version libérale du récit sur la crise, la plupart des articles de presse ou d'opinion soulignent tout d'abord que notre capacité à faire face à la pandémie est liée au développement économique de la planète et donc aux effets positifs du libéralisme, ici entendu comme libre-échangisme. Les moyens dont nous disposerions aujourd'hui seraient le produit de siècles d'expansion du capitalisme [2], notamment du capitalisme médical (il faut que les découvertes soient commercialisées pour être efficaces) [3]. Cette position se situe à rebours des interprétations qui soulignent le lien de causalité entre cette expansion, la destruction des écosystèmes et donc des habitats des animaux sauvages, et par conséquent l'émergence et la capacité de propagation de nouveaux virus. Elle défend par ailleurs, sous prétexte d'efficacité, l'industrie pharmaceutique. L'objectif est de construire un discours qui permette de rejeter par tous les moyens la mise en cause du modèle de la mondialisation libérale.

Ensuite, la plupart des médias libéraux et des think tanks martèlent que l'État a failli dans la gestion de la crise. Et ce, malgré la mise en œuvre de moyens très importants. En France, la revue Contrepoints rappelle que c'est le cas malgré un « État obèse » avec un nombre bien trop important de fonctionnaires [4]. Certaines analyses, qui utilisent y compris des enquêtes de Médiapart, mettent en exergue que c'est l'État qui a aggravé la crise sanitaire [5]. A partir de ces constats, des think tanks et experts appellent les citoyens à se prendre en main et à gérer collectivement la crise à distance de l'interventionnisme de l'État. On retrouve ici le même appel au collectif et à l'autonomie que dans nombre de mouvements citoyens de gauche, néanmoins les préconisations sont diamétralement opposées.

Des instituts privés ou think tank français (notamment l'IREF- Institut de Recherches économiques et fiscales et l'IFRAP - Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques [6]) fustigent ainsi les échecs des grandes entreprises semi-publiques comme La Poste qui auraient failli à leurs missions essentielles (maintenir le lien entre les entreprises par la distribution du courrier, soutenir l'activité par l'accroissement de la prise en charge des colis, distribuer les minima sociaux) et évoquent de façon négative le rôle des syndicats, trop tatillons et regardants (sur le caractère « essentiel » des colis par ex., sur le droit de retrait et les conditions de travail [7]) ainsi que l'absentéisme qui caractériserait le comportement des salariés de La Poste (comme d'EDF) pendant la pandémie [8]. Il paraît logique d'attendre des attaques accrues contre ces entreprises et contre leurs salariés (et les syndicats) à l'issue de la crise et un appel à accroître la concurrence sur ce qu'il reste des entreprises semi-publiques françaises.

On distingue bien ici la volonté de continuer, à la faveur de la crise, la mise en œuvre des mêmes politiques de libéralisation, de mise en concurrence et de privatisation des services publics, sous prétexte que cela permettrait d'accroître leur efficacité et de mieux les gérer.

Réponses à la crise actuelle et au-delà

Ces lectures de la crise justifient la défense de certaines réponses à apporter face à la crise sanitaire et pour gérer ensuite la crise économique. En premier lieu, ces réponses concernent le secteur de la santé, puis plus généralement le rôle du marché et de l'État.

Certains gouvernements ont particulièrement tardé à mettre en place un plan de prévention et d'action face au COVID-19. Dans certains, les gouvernements semblaient favoriser une politique de « l'immunité collective » (herd immunity). C'était notamment le cas aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Suède [9], pour des raisons différentes, mais en grande partie liées à la force de l'idéologie libérale dans ces pays et peut-être aussi à la faiblesse du nombre de lits disponibles en réanimation [10]. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont depuis changé de stratégie, mais la Suède maintient son choix de politique sanitaire (au 29 avril 2020) [11].

Aux États-Unis, cette position s'est exprimée de façon plus radicale encore. Pour plusieurs élus républicains, le sacrifice des personnes âgées est nécessaire pour ne pas déstabiliser l'économie [12]. Dans cette pure vision comptable, totalement déshumanisée, les personnes âgées ne sont perçues que comme un coût pour la société puisqu'elles pèsent sur le système de santé et sont par ailleurs improductives [13]. Il faut savoir que l'espérance de vie est, aux États-Unis, déjà inférieure de plusieurs années à celle des pays riches et industrialisés du Nord (Europe - y compris quasiment toute l'Europe centrale, Japon, Canada et même Costa Rica…).

En Angleterre, le think tank libéral Institute for Economic Affairs (affilié au réseau libéral mondial ATLAS Network [14]) avertit contre le danger d'un « populisme de la NHS » et critique « l'adoration » de ce système public de sécurité sociale du pays [15]. En creux, il s'agit de prôner l'ouverture à plus de concurrence et de privé. En France aussi, certaines analyses s'inscrivent en faux contre un constat qu'on croyait pourtant largement partagé, y compris à droite, comme quoi le système de santé français aurait été soumis à une cure d'austérité depuis de nombreuses années [16]. Elles revendiquent des privatisations et une managérialisation de la direction des hôpitaux publics, sur le modèle allemand [17].

Si les annonces actuellement faites par Emmanuel Macron et par d'autres chefs d'État et de gouvernement, en Europe notamment, vont dans le sens des préconisations des mouvements et partis de gauche depuis de nombreuses années, c'est donc probablement parce qu'ils ont été contraints par la situation de se prononcer de façon critique sur l'état de l'hôpital et sur la nécessité d'investir massivement dans la santé publique. Il pourrait bien s'agir de politiques court-termistes.

Au-delà du secteur de la santé, sur un plan plus général, la défense du marché et de ses capacités d'organisation et de régulation, à distance de l'État [18] est une constante dans les prises de position exprimées depuis le début de la crise. Cette position hégémonique consiste à continuer à s'opposer frontalement au contrôle des prix ainsi qu'à la régulation de l'offre et de la demande. Tant des think tanks que des experts individuels soulignent le risque que les États reprennent trop de pouvoir au marché alors que la solution se situe toujours pour eux dans la dérégulation [19] et non pas dans l'injection monétaire ou les stimuli financiers. Certaines enquêtes sur l'incurie de l'État français en matière de fabrication ou d'achat à l'international de masques et de respirateurs sont, à ce titre, utilisées stratégiquement pour appeler à des solutions privées et décentralisées de la crise du Covid-19 comme de futures crises [20]. Le modèle allemand est souvent cité en exemple. Pourtant, il ne faut pas se méprendre : si ce modèle est certes fondé sur de nombreux préceptes libéraux, il est également marqué par un fort corporatisme, notamment dans le secteur médical, qui peut, selon les configurations, contrebalancer les dimensions libérales du modèle. Enfin, l'organisation politique fédérale du pays a des effets parfois inattendus, comme lorsque les différentes régions se sont lancées en février-mars dans une émulation vertueuse en matière de préparation face au Covid 19 (production accélérée de masques, identification des stocks, mise en œuvre de mesures de prévention, ré-organisation des hôpitaux, etc.).

Ensuite, la défense du marché passe également par l'élaboration d'un agenda anti-protectionniste à la faveur de la crise pour attaquer plus avant les entraves au commerce (la régulation des importations notamment) [21]. Ici encore, la mondialisation libérale est présentée comme nécessaire et favorable aux populations. En témoignent les propos du très influent économiste libéral Tyler Cowen, qui souligne, dans un entretien au Point, le rôle bénéfique des grands groupes et multinationales comme Amazon, Facebook ou Netflix. D'une part, il salue leurs performances, autrement dit leur capacité à monter rapidement en puissance pendant la crise ; d'autre part il présente leur croissance comme positive puisque celle-ci permet de contribuer à maintenir de l'emploi malgré la débâcle économique [22].

Pour finir, la nécessité d'un moins d'État est répétée et martelée tant dans la presse libérale quotidienne et spécialisée que sur les blogs de nombreux économistes libéraux. Aux États-Unis, des recommandations effectuées par le Cato Institute dès 2017 sont citées par d'autres think tanks qui souhaitent mettre l'État au régime [23], ce qui montre bien qu'il s'agit de remettre au goût du jour les vieilles antiennes libérales de toujours. En France, Gérald Darmanin a déjà annoncé qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts [24] malgré les dépenses engagées par l'État pour faire face à la crise. En même temps, la façon dont les forces libérales manoeuvrent en France est partiellement distincte de ce qu'il se passe notamment aux États-Unis. Par exemple, certaines voix dont l'IFRAP, pourtant de droite libérale, demandent un soutien encore accru de l'État pour les petites entreprises et les auto-entrepreneurs à partir de l'exemple allemand [25]. Il s'agit de combiner une déprise de l'État en matière gestionnaire, sans pourtant priver les

entreprises privées de la manne financière étatique. Il s'agit plutôt de faire du privé un opérateur de l'État, tout en maintenant l'afflux de subsides étatiques et la protection de l'État en dernière instance (typiquement en cas de crise).

Il est d'ailleurs intéressant de constater que ce type de soutien étatique est préconisé par l'OCDE, sans jamais que la question d'une quelconque conditionnalité soit mentionnée et sans non plus opérer aucune distinction entre les multinationales et les PME ni inciter à une réflexion stratégique par secteur (on pense aux industries polluantes) [26]. La logique de la socialisation des pertes et de la privatisation des profits semble continuer à faire consensus en temps de crise afin de protéger toujours plus les « créateurs de richesses et d'emplois ».

Conclusion

L'apparent ralliement d'Emmanuel Macron en France et d'autres chefs d'État ou de gouvernement en Europe et ailleurs à un certain nombre de revendications de longue date issues des mouvements et partis de gauche ne doit pas nous faire oublier que les courants politiques libéraux demeurent forts et solidement implantés dans des secteurs clés (politique, économique, médiatique). Ceux-ci restent force de proposition en temps de Covid-19. S'ils apparaissent moins audibles et moins visibles, ils sont bien actifs et cherchent à promouvoir leurs analyses de la crise afin de faire pression en faveur des mêmes solutions éreintées de plus de libre-échange et plus de mercantilisation du monde. Par ailleurs, leur discours sur le « moins d'État » masque en réalité leur stratégie d'appropriation des ressources des États pour le plus grand bénéfice des grands groupes du secteur privé. Il ne faut donc pas sous-estimer la bataille discursive et argumentative à mener pour démontrer le lien de causalité entre extension du capitalisme mondialisé, crise sanitaire, crise économique et crise écologique. Et pour promouvoir des solutions de sortie de crise qui soient aussi des solutions de sortie du modèle destructeur de la mondialisation capitaliste. Il faudra gagner cette bataille pour empêcher le retour au business as usual et l'imbrication toujours plus forte entre État et marché.